

Départ du p-dg d'Altran

Comme prévu, le président et fondateur d'Altran Technologies, Alexis Kniazeff, a démissionné jeudi de son mandat d'administrateur, a annoncé le groupe dans un communiqué vendredi.

Il s'agit donc du énième épisode de l'affaire Altran. Alexis Kniazeff est mis en examen depuis février 2003 pour « *abus de bien sociaux, complicité et recel, publication de fausses informations* » sur les comptes 2001 et 2002 du groupe. Il est aussi astreint à un contrôle judiciaire étendu lui empêchant tout contact avec les salariés de l'entreprise. D'autres dirigeants et anciens dirigeants d'Altran sont également mis en examen et sous contrôle judiciaire, dont le co-fondateur Hubert Martigny. Le juge Philippe Courroye a en outre mis en examen le groupe en tant que personne morale. Ainsi, après les démissions « forcées » d'Hubert Martigny, Michel Friedlander et Jean-Michel Martin, administrateurs et, respectivement directeurs généraux délégués et directeur général adjoint, c'est au tour d'Alexis Kniazeff de quitter le navire « *Je n'ai pas l'intention de rester à la tête de la société, sauf pendant le temps nécessaire pour que la nouvelle équipe s'impose progressivement à la tête du groupe. Lorsque la société sera sur les rails, soit je prendrai un poste au conseil d'administration, soit je me retirerai* », expliquait-il en octobre dernier. Le leader européen des prestations de conseil en innovation technologique est soupçonné d'avoir falsifié les comptes et le bilan de la société et de ses filiales pour l'exercice 2001 et le premier semestre 2002, alors qu'elles étaient en difficulté. En clair, Altran aurait émis des fausses factures destinées à masquer le recul de l'activité en 2001-2002. Ce que la société française de conseil en technologies a toujours nié. Pourtant, le système aurait été organisé et connu de tous. Une vision rejetée par Alexis Kniazeff qui nie toute responsabilité dans la fraude présumée. « *A l'époque, je suivais les affaires de loin, en tant que président du conseil d'administration. Je n'ai eu à aucun moment connaissance des faits inadmissibles qui se sont déroulés. Ensuite, il ne s'agissait pas d'un système organisé mais artisanal, fait dans la précipitation par un seul homme, Frédéric Bonan, qui a été mis en cause par pratiquement tous les contrôles opérés depuis. Il a reconnu les faits puis a tenté d'impliquer plus de monde. Mais ni moi, ni mon associé, Hubert Martigny, n'avons jamais été nommés ni accusés par qui que ce soit d'autre* ». Bref, Alexis Kniazeff se considère blanc comme neige. Ce qui n'est visiblement pas l'avis du juge Courroye. Alexis Kniazeff est remplacé par Christophe Aulnette, ancien directeur général de Microsoft. Il avait été nommé dg d'Altran en juillet dernier. Christophe Aulnette est attendu tel le chevalier blanc. Il doit permettre à Altran de regagner la confiance des investisseurs. L'ex-pd-g de Microsoft devra donc apporter une sérénité aujourd'hui très recherchée. Pour Alexis Kniazeff, « *les qualités de leadership de Christophe ainsi que sa culture de l'innovation et son parcours à l'international vont constituer des atouts précieux pour transformer Altran en une multinationale du conseil* ».